



Félix Dalang

Nous à la

La Suisse se distingue par la démarche Minergie. De votre point de vue, qu'a-t-elle apporté ?

Il faut reconnaître que ce label Minergie, de pionnier est devenu un standard. Il connaît maintenant de nombreuses déclinaisons – Minergie Plus, Minergie A qui met l'accent sur l'autonomie énergétique, moins sur l'isolation, ce qui fait que l'on chauffe plus, mais avec du renouvelable ; il faudrait plutôt chauffer moins et avec du renouvelable... Le Minergie Eco est une bonne chose car il prend en compte l'énergie grise, les matériaux sains...

Il faut souligner que Minergie est un développement qui trouve ses origines en Suisse alémanique. De plus, on s'aperçoit que c'est souvent un vecteur de ventes d'installations techniques : ventilation double-flux, puits canadien, domotique... En Suisse romande, nous pensons plutôt qu'il faut faire simple : des constructions bioclimatiques, une exploitation des apports solaires et du rafraîchissement par l'orientation Sud-Nord. De fait, il s'agit de recourir à moins de technologie et d'obtenir un résultat similaire. Nous avons sur ce point une vision légèrement divergente dans notre pays.

Cette divergence s'exprime comment ?

Pas directement, mais dans les couloirs des conférences, lors de nos échanges... C'est aussi une animosité culturelle entre nous. Mais le débat est très construit de part et d'autre. Ce que font les industriels de la domotique est très bien, mais, à mon avis, les reproches sur l'inflation de technologie qu'on leur adresse ne sont pas infondés. Il faut réfléchir à moins de technicité, notamment pour que les équipements soient plus fiables et plus abordables.

Actuellement, le slogan suisse de «la société à 2 000 W» est en vogue depuis que le Plan Bâtiment Durable l'a relancé au printemps. Qu'en est-il exactement ?

En France on parle du facteur 4 ; en Suisse, le débat porte sur «la société à 2 000 W». L'objectif est pratiquement le même : c'est de présenter par une idée simple le projet de sobriété énergétique. 2 000 W, c'est ce que consomme en permanence une personne, que ce soit pour le chauffage, l'électricité pour ses différents usages, l'industrie, le transport... Ce

La modeste association genevoise Noé 21 est souvent citée ou invitée dans les colloques sur l'efficacité énergétique. Elle se démarque d'autres organisations par le traitement rigoureux de ses dossiers, la création d'un réseau de techniciens qui valident les arguments et – particularité suisse – la volonté d'associer les citoyens aux décisions. Son principal conseiller scientifique porte un regard critique sur ce qui est proposé. Au programme de l'échange : le bâtiment, les F-gas et «la société à 2 000 W».

Chaud-Froid-Performance : Noé 21 existe depuis 10 ans. Quel bilan ?

Félix Dalang : Je n'en suis pas membre fondateur ; j'y travaille depuis 4 ans. Ce que je constate, c'est que ça bouge. Mais dans deux directions opposées. Je m'explique. Au début le climat n'était presque jamais mentionné dans la presse. Aujourd'hui c'est différent. Si la une des journaux est encore consacrée à la crise, aux conflits armés, le changement climatique ou la pénurie d'énergie sont bien présents. Clairement, deux mondes cohabitent : celui de l'économie qui parle de crise et de croissance ; celui de l'écologie qui traite de crise écologique, de pénurie d'énergie et de bouleversement du climat. Et ces deux mondes se développent quasiment indépendamment l'un de l'autre. Mais le premier est infiniment plus puissant que le second. La course folle vers l'abîme de l'épuisement des matières premières et du bouleversement climatique est à peine freinée !

Votre action est-elle locale ou européenne ?

Elle est plutôt locale et globale. Nos actions portent surtout sur la performance énergétique

des constructions, et sur les gaz fluorés en raison de leur impact superpuissant sur l'effet de serre. À ce sujet nous avons mené une action concernant les HFC 23, un sous-produit de la fabrication des HCFC22*. Du coup, nous sommes souvent appelés sur ces sujets des F-Gas. Mais comme nous sommes avant tout des généralistes, nous avons beaucoup travaillé à la constitution d'un réseau de vrais spécialistes.

Le bâtiment est donné pour essentiel dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, les résultats tardent à se manifester ? Selon vous, pourquoi ?

La rénovation énergétique en profondeur est trop chère. Il faut trouver un mode de financement acceptable pour tous. À Genève, nous vivons actuellement une crise du logement sans précédent. Les propriétaires et les locataires sont quasiment en guerre. Dans cette situation il est difficile – voire impossible – de trouver une solution. A cela s'ajoute un système de subventionnement et d'autorisation très compliqué. Mais c'est seulement prétexte pour ne rien faire.

Conseiller scientifique de l'association suisse Noé 21

n'échapperons pas réduction de notre confort

concept a été présenté par l'Ecole polytechnique fédérale en 1998. L'idée des initiateurs, c'est aussi que trois quarts de cette consommation soit issue de renouvelables, et le reste, d'énergies fossiles ; aujourd'hui, les écologistes verraient plutôt ce projet à 100 % de renouvelables. Pour y parvenir, comme pour le facteur 4, il faut isoler les bâtiments, réduire les consommations d'énergies... Beaucoup d'études et d'analyses démontrent la faisabilité technique de la chose : le bât blesse côté économique, comme toujours. Officiellement, on prend acte de telles mesures. Mais quand il s'agit de faire, on ne se donne pas les moyens.

On a demandé à la population de se prononcer localement sur ce thème ?

Oui, mais c'est dit de manière suffisamment abstraite pour qu'on ne soit pas obligé de le faire. Par exemple, le Canton de Genève veut la «Société à 2 000 W», sans nucléaire – c'est spécifié. Mais dans les réunions sur le calendrier pour y parvenir, on a pas pu se décider entre 2050 et 2150. À 2150 c'est plus facile, la quasi-totalité des immeubles auront été démolis et reconstruits. Concrètement, l'idée repose sur cette démolition-reconstruction du parc immobilier, avec une production de bâtiments à très faible consommation d'énergie.

Avez-vous eu l'occasion de présenter ce sujet en France ?

Pas directement, mais le manifeste Négawatt présenté l'an dernier est de la même veine. Son approche philosophique me plaît d'ailleurs beaucoup, notamment l'idée de ne pas négliger la sobriété. C'est un point important, car il gêne. On parle beaucoup de technologies, mais il n'est pas crédible de dire qu'on va parvenir à la maîtrise de l'énergie en maintenant notre confort habituel. Les gens ne le croient pas.

Comment faire ?

On peut diminuer légèrement notre confort. Par exemple : ne pas chauffer toutes les chambres d'un appartement, peut-être ne pas chauffer les communs des immeubles, augmenter le prix de l'électricité pour que l'on soit obligé

d'économiser plus... Je pense qu'on n'échappera pas à ces mesures.

Pour ce qui concerne les gaz fluorés, quels principes défendez-vous ?

D'après nos informations et nos analyses, nous avons l'impression que l'on pourrait se passer de la quasi totalité des gaz fluorés. Sous nos latitudes, on peut les remplacer par des réfrigérants tels que l'ammoniac, le gaz carbonique ou les hydrocarbures. Il faut bien sûr regarder dans le détail des installations. Je pense en particulier aux centres commerciaux où la substitution n'est peut-être pas facile en raison des usages très diversifiés, de la climatisation à la congélation.

Mais plus fondamentalement, notre souci est celui des émissions dans l'atmosphère des ces gaz fluorés par accident, par fuite ou lors des démantèlements. Ces fluides présentent un potentiel de réchauffement climatique gigantesque.

C'est la raison pour laquelle nous faisons la promotion en Inde de climatisation chargées en hydrocarbures, au propane. Leur propriétés techniques et leur rendement sont meilleures que ceux aux gaz fluorés ; et le gaz est quasiment sans nuisance pour l'environnement. L'appareil est 10 pour cent plus cher, mais l'économie d'énergie rend la chose rentable. Seul argument négatif : l'inflammabilité. Cette peur est entretenue par les fournisseurs de gaz chimiques qui influencent les réglementations. En Europe, à la différence des USA, ces gaz réfrigérants sont utilisables, mais dans des limites bien cadrées. Ce qui fait que la petite climatisation avec hydrocarbures est possible, mais l'équipement d'une climatisation centrale d'immeubles ne l'est pas. Evidemment, je suis d'accord avec ces restrictions, mais il reste les solutions à l'eau glacée ou avec d'autres caloporteurs alimentés par un équipement fonctionnant au CO₂, à l'ammoniac ou aux hydrocarbures.

Comment en Suisse prend-on en compte les débats européens sur ces sujets ?

On les écoute et on les applique sur le marché avec quelques années de retard. Petit à petit, nous risquons d'être dépassés par des pays européens sur ces sujets.

Pour ce qui concerne la rénovation, quel est le périmètre d'intervention de Noé 21 ?

Nous sommes peu présents au niveau fédéral, mais plutôt au niveau cantonal et mondial ; je rappelle que nous sommes une petite association. Nous avons en particulier réalisé un plan climat pour le canton de Genève ; nous l'avons exposé au parlement, devant la presse... Mais les autorités font la sourde oreille. Nous l'avons révisé l'année suivante, avec des avis sur les différentes actions. Et notre travail le plus récent est l'estimation du coût de la rénovation du parc immobilier du canton de Genève**. Nous avons travaillé en profondeur et nous avons annoncé un coût global : il est bien plus élevé qu'on a pu le penser. Surtout, nous avons montré que les économies de consommation, aux prix actuels des énergies, ne suffiraient pas pour financer les rénovations. Les professionnels n'étaient pas étonnés d'entendre ce message ; les responsables politiques, eux, l'étaient. En clair, la rénovation est aujourd'hui une opération déficitaire.

L'idée est de trouver un financement spécifique : les propriétaires ne veulent pas, l'État le fait pour ses propres bâtiments. Comme je l'ai dit, les prix du logement explosent à Genève. Des gains spéculatifs faramineux sont payés par les locataires, et la population n'est pas prête à subventionner les spéculateurs pour l'assainissement de leurs biens. Il faut ajouter à cela que toutes les rénovations ne sont pas énergétiques : on rénove sans toucher à l'enveloppe. Ce qui signifie que durant 50 ans, l'immeuble dépensera plus qu'il ne le devrait.

Nous n'avons pas la solution. Nous aimerions la trouver en rassemblant des acteurs politiques, financiers... C'est un de nos projets d'organiser une réflexion collective à ce sujet au printemps prochain. Ce sera évidemment à eux de décider du résultat, Mais je pense que ce serait bien qu'ils produisent un manifeste sur la démarche à suivre ou une recommandation pour le monde politique qui serait ainsi largement appuyée.

* Voir à ce sujet le site <http://www.no21.org/site/index.php/fr/section-blog/43-campagnes/64-credits-carbone-hfc-23>).

** Le coût de l'assainissement énergétique du canton de Genève est présenté sur le site [no21 : http://www.no21.org/site/index.php/fr/section-blog/35-etudes/126-projetcep](http://www.no21.org/site/index.php/fr/section-blog/35-etudes/126-projetcep)